

LA PARTICIPATION POLITIQUE EN ÉTABLISSEMENT MÉDICO-SOCIAL

Ethnographie d'un objet difficilement saisissable

Maëlle Meigniez, Barbara Lucas, Lea Sgier

Résumé

L'objectif de cet article est de montrer l'utilité d'une approche ethnographique pour saisir le rapport des personnes âgées institutionnalisées au vote et à la participation politique. Au travers d'un travail de terrain dans six établissements médico-sociaux (EMS) en Suisse romande, nous montrons comment, derrière un apparent manque d'intérêt pour la politique et un désengagement du vote, sommeille parfois un vif intérêt qui ne demande qu'à être entendu. Cela nous amène à un double constat : d'une part la « mort civique » souvent constatée chez les personnes âgées institutionnalisées n'est pas une fatalité inhérente à l'âge, mais aussi l'effet d'un (évitable) évitement du politique par le contexte institutionnel lui-même ; et d'autre part ce n'est que par une approche de terrain que le rapport des personnes âgées à la politique, souvent enseveli sous des normes sociales ou des sentiments d'incompétence, ou invisibilisé au quotidien, peut être saisi.

Mots-clés : *participation politique, personnes âgées, institution, ethnographie, établissements médico-sociaux*

POLITICAL PARTICIPATION IN NURSING HOMES: ETHNOGRAPHY OF AN ELUSIVE OBJECT

Abstract

This article aims to illustrate the usefulness of an ethnographic approach for the understanding of how institutionalised older people relate to voting and political participation. Based on fieldwork in six nursing homes in French speaking Switzerland, we show how behind an apparent lack of interest in politics and a disengagement from voting, there is sometimes a strong interest that just needs to be heard. This leads us to a twofold conclusion: that the "civic death" that often comes with institutionalisation is not an age-related fatality, but (partly at least) the effect of an (evitable) institutional "avoidance" of politics by the institutional context itself; and that an ethnographic approach is key to uncover the relationship of older people to politics, often buried under social norms or feelings of incompetence, or made invisible in everyday life.

Keywords: *political participation, older people, institution, ethnography, nursing home*

Introduction¹

Dans un article paru dans la revue de science politique française *Politix*, Nicolas Mariot (2010) s'étonnait de la quasi-inexistence d'une ethnographie de la citoyenneté – à savoir des « rapports ordinaires à la politique » – autrement qu'auprès de personnes militantes ou citoyennes particulièrement engagées². L'objectif de la présente contribution est de montrer l'utilité d'une telle approche dans un contexte rarement étudié: les *homes* pour personnes âgées (appelés par la suite EMS – établissements médico-sociaux)³. L'entrée en institution des personnes âgées semble souvent associée à une « mort civique » (Thomas 1996), c'est-à-dire leur renoncement à la participation électorale, même lorsque celle-ci était importante à leurs yeux auparavant et alors même que leur intérêt pour l'actualité politique reste intact. Partant de ce constat, ainsi que de nos propres observations de terrain dans le cadre d'un précédent projet (Lucas et Lloren 2008, Lucas et Sgier 2012, Sgier et Lucas 2018), nous avons mené une recherche ethnographique dans six EMS en Suisse romande. Notre principale intention était de chercher à saisir le rapport des résident·e·s au *vote* (dans le contexte de la démocratie directe suisse) et de situer ce rapport dans le contexte des établissements. Notre hypothèse, inspirée d'une perspective goffmanienne sur les « institutions totales », était que le retrait civique des personnes institutionnalisées est – partiellement en tout cas – l'*effet* de l'institutionnalisation elle-même et non une fatalité inhérente au grand âge. Nous avons alors opté pour une ethnographie exploratoire alliant des phases d'observation relativement courtes, et des entretiens informels et formels (enregistrés) avec des résident·e·s et des membres du personnel de six établissements dans les cantons de Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel Valais et Vaud⁴.

Dans cette contribution, nous rendons compte de quelques résultats préliminaires issus de ce travail de terrain. La littérature sur le rapport des « gens ordinaires » à la politique institutionnelle (élections, votations, institutions et partis politiques), essentiellement fondée sur des entretiens qualitatifs, a beaucoup mis l'accent sur la multiplicité des significations du vote et

¹ Cet article est issu du projet de recherche « La citoyenneté politique comme dimension de la qualité de vie. Une enquête dans 6 EMS romands », financée par la Fondation Leenaards (Lausanne). La recherche comporte trois volets : une analyse du contexte juridique cadrant l'exercice du droit de vote en EMS dans les cantons ; une enquête par questionnaire auprès de tous les EMS de Suisse romande et un volet ethnographique autour de 6 études de cas (voir Lucas et al., 2021 à paraître). Nous remercions les éditeurs-trices de la revue ainsi que les relecteurs-trices anonymes pour leurs commentaires constructifs sur les premières versions de cet article.

² Par là, Mariot entend les rapports de gens « ordinaires » (profanes, sans compétences particulières) à la politique « sous forme de liens [...] que chacun de nous entretiendrait [...] avec ce qui est désigné comme nos modes, locaux et nationaux, d'être ensemble » (Mariot 2010, 173).

³ S'il existe quelques travaux ethnographiques sur la citoyenneté politique en général (Eliasoph 2010, voir aussi Mariot 2010), il n'en existe pas, à notre connaissance, sur la citoyenneté politique dans les institutions pour personnes âgées.

⁴ La sélection des six établissements s'est effectuée en fonction de différentes caractéristiques : taille de l'institution (nombre de lits), cantons, environnement géographique (ville / campagne), statut (public, subventionné, privé), distribution du matériel de vote et présence ou non d'activités en lien avec les votations. Au total, nous avons effectué une immersion de 4 à 8 journées dans chaque établissement, comportant des moments d'observation de la vie quotidienne (dans les espaces communs), des entretiens formels et informels (55 personnes âgées et 29 membres du personnel) et des observations d'animations.

de la politique du point de vue des individus (Gaxie 2002, Thomas 1993). Elle a aussi traité de la question connexe de ce qui fait la « compétence » politique (Gaxie 2007, Blondiaux 2007). En revanche, cette littérature n'évoque que très peu la difficulté qu'il y a à saisir les « rapports ordinaires » à la politique. Gaxie (2007) mentionne certes le problème des répondant-e-s qui « s'auto-déshabilitent » à avoir des opinions politiques au-delà des sujets qui les concernent le plus concrètement et immédiatement (par manque de connaissances, sentiment d'illégitimité etc.) – et qui sont, du coup, difficiles à motiver pour des entretiens de recherche. Mais comme notre travail de terrain ethnographique l'a montré, ce n'est pas la seule difficulté qui se présente quand on cherche à saisir le rapport au vote de personnes âgées institutionnalisées. Ce qui nous a frappées avant tout en effet, c'est la nature *difficilement saisissable* du rapport au vote et à la participation politique. Sur le terrain ethnographique, cet objet peut se décliner en une pluralité de dimensions, qui toutes semblent se dérober à l'attention des chercheuses. Nous les illustrerons dans les pages qui suivent.

Enquêter sur la vie politique en EMS : des difficultés d'accès révélatrices

Saisir le rapport des personnes âgées au vote et situer ce rapport dans le contexte institutionnel de chaque EMS a été d'emblée compliqué par le fait que ces établissements, bien que se présentant comme des « lieux de vie » ouverts sur l'extérieur, s'apparentent par certains aspects à des « institutions totales » au sens de Goffman (1968) : des endroits où toutes les sphères d'activités des résident-e-s sont réunies dans un seul et même espace physique et social; où l'on ne choisit pas ses co-résident-e-s; et où, même avant les mesures de restriction d'accès liées la pandémie de Covid-19, de nombreux résident-e-s expérimentaient une forme de vie relativement recluse. Ce contexte institutionnel particulier nous a confrontées à deux difficultés méthodologiques qui mettent en lumière la manière dont la vie politique et la vie quotidienne en institution médico-sociale sont construites comme des « sphères séparées », voire des « mondes hostiles », pour reprendre les termes de Viviana Zelizer⁵.

La première difficulté a été pour nous de parvenir à *occuper une place* (Favret-Saada 1977) dans cet environnement institutionnel, qui nous permette de mener des observations et d'échanger avec les résident-e-s. Or, cette place s'est avérée délicate à négocier dans la mesure où l'objet même de la recherche – les droits politiques et leur usage – est souvent perçu comme étranger à la mission de l'établissement⁶. L'évocation de notre objet de recherche suscitait en effet à la fois de l'intérêt et une forme de méfiance de la part des responsables contactés, comme si l'intrusion de la « question politique » dans l'établissement était susceptible de perturber son fonctionnement.

⁵ Zelizer (2005) fait référence par ces termes à l'une des manières d'analyser les relations entre les transactions économiques et la sphère intime.

⁶ 40% des EMS qui ont répondu à notre enquête par questionnaire auprès de tous les EMS romands ont estimé que l'information politique et le soutien à la participation politique des résident-e-s ne font *pas* partie de leur mission.

Dans ce contexte, c'est d'abord la position d'*observatrices* externes que nous avons pu négocier avec la direction et le personnel, et ce en contrepartie du respect de deux clauses (plus ou moins formalisées) : l'absence d'évaluation de leur travail de notre part et la production de résultats directement utiles à leurs pratiques. Une fois passée la porte des EMS, la place de *visiteuses* nous a été assignée : nous étions libres de nous déplacer au sein des espaces collectifs et de « rendre visite » aux résident·e·s dans leur chambre. Toutefois, nous avons laissé le personnel choisir les personnes susceptibles d'être d'accord de nous rencontrer et aptes à mener une conversation. Cette procédure a eu plusieurs avantages : d'un point de vue éthique, elle a assuré que les chercheuses respectent les limites des pratiques de l'institution ; d'un point de vue pratique, elle a clairement facilité notre entrée en contact avec les résident·e·s. En effet, il s'est aussi avéré difficile d'établir un lien de *confiance* avec les personnes âgées en un temps restreint. Notre présence dans chaque établissement ne pouvant être que de courte durée, nous nous sommes reposées sur les liens existants entre les résident·e·s et le personnel.

De manière générale, cette implication du personnel a donc grandement facilité l'entrée en contact avec des interlocutrices et interlocuteurs potentiels. En même temps, elle a sans doute contribué à maintenir dans l'obscurité le rapport au vote des résident·e·s que le personnel n'a pas pu ou voulu approcher, que ce soit par volonté de protéger les personnes les plus vulnérables ou parce que les critères du « bon répondant » (selon les critères implicites du personnel d'un·e résident·e « intéressé par la politique » ou « en état de parler politique ») n'étaient selon eux pas remplis.

Une voix politique affaiblie

Une fois entrées en contact avec les résident·e·s s'est présentée une nouvelle difficulté : celle d'engager une conversation sur le vote et la participation politique. En premier lieu, il n'a pas été aisé d'établir une *relation suffisamment stable* pour nous permettre de nous entretenir de façon approfondie sur ce sujet. Cette difficulté est directement liée à l'état de santé de nos interlocuteurs et interlocutrices : difficulté à se déplacer, à s'exprimer, troubles cognitifs, fortes douleurs – des problèmes de santé qui parfois évoluaient d'heure en heure, nous conduisant alors à devoir annuler les entretiens prévus ou à les écourter.

Par ailleurs, il n'a pas été évident de *construire un dialogue significatif* avec les personnes âgées rencontrées. La politique est de manière générale un sujet abstrait, qui suscite des sentiments d'incompétence ou d'infériorité, ou par lequel beaucoup de gens ne se sentent pas concernés (cf. Blondiaux 2007, 764) – qui, donc, ne fait pas facilement « parler ». Les troubles cognitifs et les déficits sensoriels d'une partie de nos interlocuteurs et interlocutrices ont encore compliqué la tâche en ajoutant des barrières à la communication que nous avons dû apprendre à apprivoiser en ajustant notre manière d'interagir (parler plus lentement et plus fort, beaucoup user de la reformulation par exemple).

Enfin, *la question de la validité à accorder au discours* d'une personne mentalement diminuée s'est posée. De forts préjugés tendent en effet à décrédibiliser d'emblée la voix de celles et ceux qui montrent des signes de troubles cognitifs, d'autant plus lorsque cette voix porte des idées politiques. Or, dans certains cas, le trouble lui-même est un indice de la pertinence des propos. À titre

d'exemple, un ancien postier jurassien répétait en boucle comment il avait appris à se taire et à ne *jamais* parler politique avec quiconque. À première vue « déliant », son point de vue s'est révélé particulièrement heuristique, car représentatif du rapport au politique des personnes de son âge dans ce canton, à savoir un rapport marqué – voir traumatisé – par la violence et les tensions liées à la création du canton en 1979.

Un évitement du politique au sein des établissements

Plus largement, nos observations lors des moments de vie quotidienne et lors des animations semblent indiquer que les établissements médico-sociaux se caractérisent par ce qu'Eliasoph (2010) nomme un « évitement du politique ». Ainsi, dans les espaces et moments communs au sein de l'EMS, nous avons fait l'observation récurrente que tant le personnel que les résident·e·s n'abordent quasiment jamais des sujets politiques. Plus généralement, elles et ils semblent aussi éviter toute discussion ou situation qui pourrait devenir conflictuelle. Les entretiens avec les personnes âgées confirment, presque à l'unanimité, que les résident·e·s non seulement parlent très peu entre eux, mais évitent les « sujets qui fâchent » – la politique et la religion particulièrement. La réticence à exprimer des désaccords se présente comme une tentative de préserver des liens sociaux pacifiques au quotidien, avec des gens avec lesquels on n'a pas choisi de vivre, mais avec lesquels on se trouve néanmoins dans une communauté étroite et relativement recluse.

Par ailleurs, au-delà de cette dynamique d'interaction entre des personnes en présence, nous avons constaté que, même lorsque la politique est formellement intégrée à la vie de l'institution – sous forme d'animations politiques notamment – un certain évitement se rejoue néanmoins : sous forme d'un évitement d'un véritable débat (Eliasoph 2010) Cet évitement se lisait tant dans le dispositif lui-même que dans le contenu des échanges. Ainsi, nos observations des animations organisées autour des votations fédérales dans les quatre EMS de notre échantillon qui les proposent ont mis en évidence le caractère plus *pédagogique* que *politique* de ces animations : la disposition des tables, le discours de l'intervenant·e et la structure des échanges relevaient le plus souvent d'un dispositif destiné à expliquer les enjeux aux résident·e·s, tout en évitant soigneusement (et parfois explicitement) les discussions de fond⁷. De nos entretiens avec le personnel et de notre enquête par questionnaire, on peut comprendre qu'il s'agit là surtout d'un souci de ne pas influencer, ni perturber les résident·e·s en suscitant controverses ou conflits.

Cet évitement du débat contraste avec ce que nous avons pu constater « en coulisses » (Goffman 1973), c'est-à-dire lors de nos entretiens en privé avec les résident·e·s. Dans cet espace protégé et confidentiel, nombre de nos interlocuteurs et interlocutrices ont investi la discussion autour de la politique – avec bonheur semble-t-il – et se sont montré·e·s attaché·e·s au débat d'idées. Parfois, l'intérêt pour la politique exprimé allait bien au-delà des votations : luttes ouvrières, conflits partisans, place des femmes dans la société, politique internationale. Ainsi, au fur et à mesure du déroulement de notre enquête, nous avons constaté un véri-

⁷ Notons que ce type de dispositif semblait apprécié par les résident·e·s – satisfait·e·s d'avoir ainsi mieux compris les enjeux et sensibles à la « neutralité » des présentations et des intervenant·e·s, qui n'ont ainsi pas cherché à les « influencer ».

table hiatus entre l'invisibilité de la/du politique⁸ dans la vie quotidienne des institutions et la présence d'un intérêt pour la/le politique chez une partie des résident·e·s lorsqu'on s'entretient avec eux « en privé »⁹.

Un intérêt latent pour la politique

Cet intérêt pour la politique toutefois ne s'est pas toujours déclaré facilement ou d'entrée de jeu. Au contraire, c'est bien souvent au travers d'un patient travail d'écoute dans une atmosphère de bienveillance que les personnes âgées dévoilent leur attrait pour la chose publique. Nombreuses sont les personnes âgées interviewées qui, pour commencer, ont affirmé ne pas – ou ne plus – s'intéresser à la politique ou aux votations. Les problèmes de santé ont souvent été invoqués (« Quand on est malade, on ne s'intéresse plus... », EMS Genève), ou l'âge (« Vous savez, quand on a un certain âge... on laisse couler », EMS Valais). Ces réactions semblent aller dans le sens de notre enquête par questionnaire auprès de tous les EMS romands, à savoir que selon l'estimation des EMS, environ 15 % des résident·e·s seulement continueraient de participer aux votations.

Or, ces réponses initiales semblent, dans bien des cas, relever davantage d'une tendance à « l'auto-déshabilitation » (Gaxie 2007) de ces résident·e·s plutôt que d'un *authentique* manque d'intérêt pour la politique. En effet, notre travail de terrain nous pousse à l'hypothèse qu'une partie des résident·e·s a d'abord *minimisé* son intérêt pour la politique, mais que derrière une attitude d'apparente indifférence, on trouve parfois des traces d'un intérêt vivace. Dans certains cas, la minimisation de l'intérêt a semblé liée au contexte de l'entretien lui-même. Ainsi, on a parfois pu observer une forme de timidité, voire d'inquiétude de « ne pas savoir » ou d'avoir l'air incompetent, au moment de nous rencontrer pour « parler des votations », probablement renforcée par le fait que nous soyons des universitaires : il a parfois fallu rassurer encore et encore pour que l'ambiance se détende et que les personnes finissent par exprimer le fond de leur pensée.

Chez les femmes en particulier, nous avons constaté une tendance plus générale à dissimuler leurs opinions politiques et à réfréner leur envie de s'impliquer : vis-à-vis de nous lors des entretiens, tout comme auparavant vis-à-vis de leur père, puis de leur mari. Par exemple, plusieurs récits évoquaient un couple allant voter le dimanche après avoir discuté harmonieusement des enjeux ; or en creusant un peu, nous avons constaté que certaines de ces femmes avaient en réalité des opinions personnelles bien différentes de celles de leur mari, ainsi qu'une frustration d'avoir dû s'effacer derrière les hommes plutôt que de pouvoir s'affirmer, voire s'engager, politiquement. L'ombre de l'introduction tardive du droit de vote des femmes en Suisse en 1971 a manifestement plané sur leurs vies.

⁸ Alors que le terme « la » politique fait généralement référence à la politique institutionnelle, le terme « du » politique renvoie à tout sujet qui concerne « l'organisation institutionnelle, l'action publique, les pratiques sociales et les significations culturelles dans la mesure où elles sont potentiellement sujettes à une évaluation ou décision collective » (Young 1991, 9, notre traduction).

⁹ Nous avons à cet égard observé de rares exceptions où des animateurs ou animatrices s'attachent elles et eux aussi à développer des espaces privilégiés et protégés où l'expression de la voix politique des résident·e·s est possible.

Ces divers éléments pointent donc vers l'existence d'un intérêt latent pour la politique chez certaines personnes âgées, qui risque d'être pris pour une absence d'intérêt, alors qu'il s'agit simplement d'un intérêt *en creux* (Mariot 2010) ou en tout cas d'un intérêt ambivalent, pris entre envie de participer et sentiment d'illégitimité ou d'incompétence. On entrevoit alors comment les entretiens ont ouvert une brèche vers un possible (ré)investissement du vote. Comme l'a exprimé une résidente d'un EMS valaisan:

*Disons, je suis comme en religion, je suis concernée, mais pas pratiquante ! (rire).
Mais maintenant qu'on en parle [des votations], ça m'intéresse à nouveau. [...]. Je crois
que je vais commencer à voter. Oui, ça me tente. Par correspondance, ça me tente !
(Femme, sommelière, 70 ans)*

Cet intérêt latent d'une partie des résident·e·s pour la politique et pour une participation politique se devine d'ailleurs aussi à travers l'extrême signification que beaucoup de personnes âgées rencontrées accordent à l'actualité politique et plus particulièrement à la lecture des journaux¹⁰. « *Je serai morte quand je ne pourrai plus lire le journal* » affirmait ainsi cette Jurassienne de 98 ans. Or, cet attrait pour l'actualité se manifeste indépendamment de l'intérêt ouvertement affiché pour la politique, et indépendamment du fait de voter ou non. Ainsi, plusieurs personnes âgées nous ont dit qu'elles ne votaient plus, mais que la lecture des journaux gardait une grande importance pour elles. Enfin, nous avons constaté que les réactions des résident·e·s aux animations en lien avec les votations sont souvent différentes de celles réservées à d'autres types d'animations: l'intervenant·e était parfois applaudi·e et tout particulièrement remercié·e.¹¹

Conclusion

Arrivées au terme de notre recherche, nous pouvons faire les constats suivants. Tout d'abord, une ethnographie de la participation politique des personnes âgées en institution est possible et pertinente. Elle exige du temps, une capacité d'adaptation aux réalités quotidiennes des institutions et une souplesse méthodologique et humaine. A ce prix, elle permet de déceler les traces d'un « rapport ordinaire à la politique » (Mariot 2010) au sein d'une population qu'on suspecte souvent, *a priori*, de connaître une « mort civique » naturelle et acceptée, voire choisie. Notre recherche a montré que, pour une partie des résident·e·s des EMS du moins, il n'en est rien: l'intérêt pour l'actualité reste vif; des opinions politiques fermes « sommeillent » parfois sous la surface; et l'envie de participer politiquement peut être présente, mais se trouve contrariée. Par-là, notre recherche amène de l'eau au moulin de celles et ceux qui estiment que la mort civique des personnes âgées en institution n'est pas une fatalité et s'explique en partie, lorsqu'elle survient, par le contexte institutionnel lui-même.

Ensuite, nous avons mis en évidence les obstacles qu'il s'agit de dépasser par l'enquête ethnographique pour accéder à cette vie politique dans le contexte des EMS. Ainsi, les premières

¹⁰ Hélène Thomas (1996) dans une grande recherche sur les EMS en France avait fait le même constat.

¹¹ Sur la fonction de reconnaissance de la citoyenneté politique pour cette catégorie de personnes, voir Sgier et Lucas 2018.

barrières sont liées aux *craintes* et aux *a priori* suscités par l'idée de « parler de politique » dans un tel lieu et avec des personnes si vulnérables. Or, nous avons montré qu'il est non seulement possible, mais souvent fructueux de parler politique avec des résident·e·s, y compris atteint·e·s de troubles cognitifs. Par ailleurs, nous avons mis à jour des mécanismes *d'évitement du politique* au sein des établissements – qui rendent invisible notre objet au premier regard – même si des échanges avec « l'esprit public » (Eliasoph 2010) se manifestent néanmoins en coulisses. Enfin, si des résident·e·s affirment tout d'abord se désintéresser de la politique, les analyses approfondies d'entretiens confirment l'existence, chez certain·e·s, d'un *intérêt latent* pour la politique.

Ces résultats offrent autant de pistes pour repenser l'exercice de la citoyenneté en institution. Les barrières d'accès ou l'évitement du politique s'expliquent par la crainte des professionnel·le·s et des directions de ne pas gérer les conflits, ou par celle d'être accusés d'influencer les résident·e·s. La législation cadrant leurs droits et obligations en matière d'accès au vote se révèle en effet particulièrement complexe et mal connue. Dans ce sens, *informer* les établissements sur ce cadre légal pourrait contribuer à réintroduire – sereinement – la possibilité d'une « vie politique » en institution.


Par ailleurs, les moments d'échanges autour de thèmes politiques (en entretien ou dans le cadre d'animations) indiquent que moyennant des *mesures appropriées*, garantissant des espaces de parole respectueux de l'intégrité des personnes âgées et des limites de leurs capacités cognitives et physiques, il est possible de maintenir, activer ou réactiver un lien citoyen – y compris chez des personnes qui semblent s'être déjà « retirées » de la vie civique. Il ne s'agit en aucun cas, sur la base de ces résultats, de plaider en faveur d'une activation des personnes âgées institutionnalisées, les poussant à voter ou à participer à des animations politiques. Notre recherche invite simplement à réfléchir davantage aux conditions qui permettraient aux personnes âgées qui le souhaitent de rester (ou devenir) politiquement impliquées, et au personnel des EMS de se sentir plus confiant et à l'aise pour accompagner les résident·e·s en tant que citoyennes et citoyens.


Références


- Blondiaux, Loïc.** 2007. « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? Retour critique sur un concept classique de la science politique. » *Revue française de science politique* 57, no. 6: 759–774.
- Eliasoph, Nina.** 2010. *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent de l'apathie dans la vie quotidienne*. Paris: Economica.
- Favret-Saada, Jeanne.** 1977. *Les mots, la mort, les sorts*. Paris: Gallimard.
- Gaxie, Daniel.** 2007. « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des « citoyens » ». *Revue française de science politique* 57, no. 6: 737–757.
- Gaxie, Daniel.** 2002. « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales. » *Revue française de science politique* 52, no. 2: 145–178.
- Goffman, Erving.** 1973. *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi*. Traduit par Alain Accardo. Paris: Minuit.
- Goffman, Erving.** 1968. *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*. Traduit par Liliane Lainé. Paris: Minuit.
- Lucas, Barbara, Sgier Lea, Meigniez Maëlle et Yves Delessert.** (2021 à paraître). *La citoyenneté politique comme dimension de la qualité de vie. Une enquête dans six Ems romands*. Genève: Haute École de travail social (HETS), HES-SO et Institut d'études de la Citoyenneté (Incite), Université de Genève.

- Lucas Barbara et Anouk Lloren.** 2008. «La vieille dame et le politique. La participation électorale des personnes âgées dépendantes.» *Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale* 10, no. 2: 141–147.
- Lucas, Barbara, et Lea Sgier.** 2012. «Soutenir la citoyenneté des personnes âgées en institution.» *Gérontologie et société* no. 143: 83–86.
- Mariot, Nicolas.** 2010. «Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté.» *Politix* 92, no. 4: 165–194.
- Sgier, Lea, et Barbara Lucas.** 2018. «Citoyenneté politique et reconnaissance dans la vieillesse dépendante.» *Gérontologie et société* 40, no. 157: 151–164.
- Thomas, Hélène.** 1993. «Personnes âgées et vote. Les significations plurielles de la participation électorale dans la vieillesse.» *Politix* 22, no. 6: 104–118.
- Thomas, Hélène.** 1996. *Vieillesse dépendante et désinsertion politique*. Paris: L'Harmattan.
- Young, Marion Iris.** 1991. *Justice and the Politics of Difference*. Princeton NJ: Princeton University Press.
- Zelizer, Viviana A.** 2005. «Intimité et économie», *Terrain* 45 (septembre): 13–28.

Auteur·e·s

Maëlle Meigniez  est actuellement chargée de cours en politiques sociales à l'Université de Lausanne et collaboratrice scientifique à la Haute École de travail social et de la santé Lausanne (HETSL | HES-SO). Elle s'intéresse à la démarche ethnographique pour comprendre la mise en œuvre et en action de l'aide et des politiques sociales, la participation et la citoyenneté des publics, ainsi que les actions associatives, bénévoles et citoyennes.
maelle.meigniez@hetsl.ch
Haute École de travail social et de la santé Lausanne (HETSL | HES-SO)

Barbara Lucas  est professeure de politiques sociales à la Haute École spécialisée de Suisse occidentale (HETS | HES-SO) à Genève. Spécialiste des politiques publiques dans les domaines du social et de la santé, ainsi que des enjeux du «care», ses recherches récentes portent sur le diagnostic et l'accompagnement des démences, la citoyenneté en établissements médicosociaux ainsi que sur le non-recours des familles aux prestations sociales.
barbara.lucas@hesge.ch
Haute École spécialisée de Suisse occidentale (HETS | HES-SO)

Lea Sgier  est chargée de cours en méthodes qualitatives au Département de science politique de l'Université de Genève et chercheuse associée à l'Institut d'études de la citoyenneté de la même université. Elle s'intéresse à des thématiques liées à la citoyenneté, au genre en politique (la représentation des femmes notamment), aux méthodes qualitatives et à la politique sociale. Elle a récemment mené des recherches sur la citoyenneté des personnes âgées en institution et sur les besoins de formation des professionnel·e·s de la santé et du social dans le domaine des démences.
lea.sgier@unige.ch
Institut d'études de la citoyenneté, Université de Genève